

**ÉVALUATION EN TEMPS RÉEL  
DE LA RÉPONSE  
DE L'UNICEF AU SÉISME DU 14 AOUT 2021**

**RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

**Septembre 2022**

**François Grunewald  
Jean-Luc Poncelet  
Woodline Taverner**

## EXECUTIVE SUMMARY

### 1. OBJECTIVES, PUBLICS CIBLES ET MÉTHODOLOGIE

L'équipe d'évaluation a réalisé une évaluation en temps réel (RTE) de la réponse de l'UNICEF au tremblement de terre qui a frappé les trois départements du sud d'Haïti le 14 août 2021. La RTE examine à la fois la phase de réponse d'urgence (entre le 14 août 2021 et le 14 octobre 2021) et la phase de récupération (entre le 14 octobre 2021 et le déploiement de la RTE).

Les objectifs de RTE étaient les suivants

- a. de déterminer si la réponse de l'UNICEF au tremblement de terre était appropriée/pertinente, efficace, connectée, coordonnée et cohérente ;
- b. évaluer dans quelle mesure l'UNICEF a adhéré, sur le plan opérationnel et programmatique, aux Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire (CCC) ;
- c. examiner dans quelle mesure l'UNICEF a répondu efficacement aux besoins de la population la plus touchée en temps voulu et identifier les lacunes et les stratégies appropriées pour améliorer la couverture opérationnelle et l'efficacité (voir Annexe 1 ToR).

Le public primaire comprend la direction et le personnel de l'UNICEF sur le terrain, dans les pays, au niveau régional et au siège, impliqués dans la réponse au tremblement de terre. Le public secondaire comprend : la communauté élargie des partenaires - gouvernements, agences des Nations Unies et autres partenaires de mise en œuvre (ONG internationales et nationales) ; les populations affectées par la situation d'urgence, le Conseil d'administration et les Etats membres intéressés ; et les agences donatrices qui soutiennent les programmes d'urgence avec des ressources techniques et financières à tous les niveaux.

Les données recueillies pour l'évaluation proviennent d'une analyse documentaire, d'un grand nombre d'entretiens avec les parties prenantes et d'observations lors de visites sur le terrain. Les données recueillies ont été triangulées, puis les résultats, conclusions et recommandations ont été validés par une série d'ateliers avec le personnel du bureau local, du bureau national et du bureau régional. L'équipe d'évaluation a utilisé différents cadres et approches pour les deux différentes phases de la réponse :

- Pour la phase de réponse d'urgence, l'équipe a utilisé les critères d'évaluation de l'OCDE/CAD comme principal cadre analytique, combiné à la procédure d'activation d'urgence régionale pour les urgences L2 et les CCC. Les résultats sont présentés par rapport à ces critères dans le rapport principal ainsi que dans les annexes 5 et 6 ;
- Pour la phase de redressement en cours, l'équipe a opté pour une approche itérative d'"évaluation en temps réel" afin de déclencher un apprentissage en temps réel et de fournir des "solutions en temps réel".

### 2. UN CONTEXTE TRÈS COMPLEXE

Au cours des 20 dernières années, Haïti a été touché par plus de 20 catastrophes. Le tremblement de terre du 14 août 2021 est venu s'ajouter à un contexte complexe comprenant : a) une crise politique liée à l'assassinat du Président le 7 juillet ; b) une crise économique qui se profile depuis des années, avec notamment des pénuries régulières de gaz ; c) l'impact de la pandémie de COVID-19 ; et d) l'insécurité liée aux gangs qui a rendu le transport des vivres et de l'aide extrêmement difficile. Les zones rurales des trois départements les plus à l'ouest de la péninsule sud ont été les plus touchées. Les dégâts ont été localisés dans un certain nombre de communautés isolées qui n'ont pu être contactées et atteintes qu'après plusieurs heures. Deux jours plus tard, le 16 août, alors que les gens dormaient pour la plupart à la belle étoile, la tempête tropicale Grace a frappé, bloquant davantage les routes en raison des glissements de terrain.

L'impact du tremblement de terre a été important avec environ 2 200 morts, 12 700 blessés et environ un demi-million d'enfants affectés. Comme dans d'autres réponses aux catastrophes naturelles, la réponse de l'UNICEF au tremblement de terre de 2021 en Haïti a eu deux phases principales : une phase d'urgence, pendant laquelle l'UNICEF a mené une série d'activités de secours dans les domaines de la santé/nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), de l'éducation et de la protection de l'enfance, et une phase de réhabilitation pour aider les zones et les populations affectées à se remettre des principaux impacts du tremblement de terre. Les conclusions ci-dessous sont structurées en fonction des 7 critères suivants :

**PERTINENCE / APPROPRIATION** : malgré son faible niveau de préparation aux situations d'urgence, la réponse de l'UNICEF a été, dans une large mesure, appropriée, avec quelques variations dans les niveaux d'adéquation entre les secteurs. Cependant, de nombreuses zones rurales isolées n'ont reçu qu'une assistance limitée pendant un certain temps en raison des difficultés d'accès. La réponse n'a commencé à être plus complète qu'au début de la phase de redressement. Quelles que soient les difficultés, la plupart des activités ont été organisées afin de rétablir les services de base. La réponse de l'UNICEF a été largement alignée sur les CCC (voir annexe N°6), avec des niveaux de réussite différents selon les secteurs. La stratégie pour la phase de relèvement était également pertinente car elle était en accord avec les besoins et les priorités locales et malgré des contraintes importantes, notamment le manque de financement à long terme qui a limité la capacité à atteindre les personnes les plus touchées à grande échelle.

**EFFICACITÉ**: Pendant la phase d'urgence, avec une situation qui évoluait rapidement sur le terrain, la plupart des interventions d'urgence étaient réactives (parfois au détriment de la sécurité du personnel) et se concentraient sur les besoins émergents plutôt que sur la mise en œuvre et la réalisation des objectifs prévus. Une planification plus poussée a été élaborée pour la phase de redressement, en coordination avec les autorités nationales et locales et d'autres agences. Au cours de cette phase, c'est la réactivité et la capacité d'adaptation du Bureau national d'Haïti (HCO) qui ont rendu la réponse efficace, plutôt qu'un processus de planification à plus long terme. A un autre niveau, une préoccupation sérieuse reste la mesure dans laquelle le bureau a pu maintenir la continuité des activités pour les autres programmes dans les autres régions d'Haïti et gérer deux crises simultanément : le tremblement de terre et la crise urbaine à Port-au-Prince. Cependant, le bureau n'était pas entièrement pourvu en personnel, les postes clés restant vacants malgré les demandes de remplacement faites par le HCO. La déclaration de la L2, avec l'engagement proactif du Bureau régional d'Amérique latine et des Caraïbes (LACRO) et du siège de l'UNICEF, a été d'une grande aide pour résoudre certains problèmes de ressources humaines, faciliter l'accès aux ressources financières et alléger certaines procédures bureaucratiques. La collecte de fonds n'a connu qu'un succès partiel auprès des principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux, mais a relativement bien fonctionné avec les commissions nationales. Au cours de la phase d'urgence, les activités les plus urgentes en matière de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène ont pour la plupart été menées en temps voulu. La mobilisation du personnel de santé haïtien et des moyens de le soutenir, le transport de l'eau par camion, l'existence du bureau des Cayes et la " fenêtre ouverte " d'un mois à Martissant ont grandement facilité la rapidité de la réponse précoce dans la péninsule du Sud. Cependant, la réponse de l'UNICEF à GrandAnse et aux Nippes a été insuffisante par rapport à sa réponse dans le département du Sud.

Malgré l'existence d'outils utiles et d'un certain nombre d'activités menées avant le séisme, les activités de préparation à l'urgence (EPP) ont eu peu d'influence sur la façon dont les bureaux de pays ont répondu au séisme. Les contraintes liées à l'accès aux routes, la nécessité de travailler avec la Division des approvisionnements de l'UNICEF à Copenhague et les difficultés internes des homologues haïtiens ont considérablement affecté la rapidité des approvisionnements pendant la phase d'urgence. La phase de relèvement a été considérablement entravée par la saison des pluies et le blocage du pont de Jérémie, en plus des difficultés à faire sortir les convois de Port-au-Prince.

**COUVERTURE** : Malgré ses efforts, l'UNICEF a rencontré de nombreuses difficultés pour atteindre les groupes les plus vulnérables (par exemple, les communautés dans les zones difficiles à atteindre, les personnes déplacées, les personnes handicapées, les enfants non accompagnés/séparés et les femmes enceintes) au cours de la phase d'urgence, car de nombreux organismes nationaux ne disposaient pas du personnel et des équipements nécessaires. La situation s'est nettement améliorée pendant la phase de redressement. Bien que nous connaissions le nombre de kits qui ont été distribués, il n'est pas possible d'évaluer le nombre de personnes aidées par les programmes qui ciblent les infrastructures communautaires telles que l'eau, la santé, les écoles, etc. Néanmoins, nous pouvons dire que la couverture géographique était relativement importante au moment de la RTE.

**EFFICACITÉ** : Bien que la mission de RTE n'ait pas eu les moyens de réaliser une analyse coût-efficacité appropriée, l'équipe d'évaluation a observé que l'efficacité varie considérablement selon les phases, les sujets et les territoires. Certains des obstacles dans ce domaine sont liés à des choix internes de l'UNICEF en matière d'achats ("petits et grands achats"). La rapidité des achats internationaux et locaux varie considérablement en fonction des responsables. La mobilisation de la flotte, en particulier celle des véhicules basés à Port-au-Prince pour soutenir l'opération, contrainte par le blocus de Martissant, n'a apparemment pas été optimale, et a entraîné des locations de voitures coûteuses dans le Sud.

**CONNEXION** : l'approche de l'UNICEF a été largement orientée vers la garantie que les infrastructures et les services locaux pourraient être correctement réhabilités, et donc capables de fournir des services, en tant que composante de la stratégie de sortie de son intervention d'urgence. Cela s'est avéré particulièrement important dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (que faire après un transport d'eau par camion) et dans celui de l'éducation (que faire pour que l'éducation puisse reprendre rapidement dans des bâtiments appropriés plutôt que dans des tentes).

**COORDINATION** : la coordination au sein de l'UNICEF et avec d'autres acteurs a été un défi majeur pour assurer une couverture efficace de besoins très spécifiques, dispersés et multidimensionnels. En interne, la coordination a pris énormément de temps (par exemple, en raison de la grande quantité d'informations que LACRO et le siège voulaient recevoir) et n'a pas toujours conduit à une coordination multisectorielle suffisante. Sur le plan externe, le soutien de l'UNICEF au renforcement du leadership national a été un facteur clé de la pertinence et de l'efficacité de sa réponse. Sur le terrain, l'UNICEF a été un acteur clé de la coordination infranationale pendant la phase d'urgence au niveau des Cayes et dans une moindre mesure dans les départements de la Grande-Anse et des Nippes, tant au niveau global (COUD) que dans ses domaines de responsabilité thématiques.

**ÉGALITÉ DES SEXES ET INCLUSION** : En Haïti, les femmes et les enfants sont souvent victimes de différents types de mauvais traitements et nécessitent une protection adéquate. Le tremblement de terre a été considéré comme un facteur aggravant à cet égard. Le genre et le handicap ont été pris en compte autant que les contraintes et les caractéristiques du contexte le permettaient. L'UNICEF a dû développer des axes de travail spécifiques avec des institutions nationales spécifiques et avec des ONG spécialisées pour assurer une gestion adéquate de ces questions très sensibles. La politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) a été bien soutenue au niveau politique et coordonnée avec le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

### 3. CONCLUSIONS

Les conclusions ci-dessous sont structurées en fonction des 6 objectifs énoncés dans les termes de référence de l'évaluation et les questions d'évaluation :

1. La réponse de l'UNICEF au tremblement de terre était appropriée et relativement efficace compte tenu des besoins qu'il a créés et des contraintes importantes. Des efforts substantiels ont été faits pour contribuer à une meilleure coordination, y compris avec les institutions nationales, et pour relier la réponse à court terme à celle à plus long terme. Les enseignements tirés des évaluations précédentes n'ont pas été pleinement intégrés ;
2. Tant pendant la phase d'urgence que pendant la phase de réhabilitation en cours, l'UNICEF a fait un effort important pour adhérer aux CCC sur le plan opérationnel et programmatique, malgré des contraintes importantes. La réponse de l'UNICEF a été grandement facilitée par la déclaration de la L2.
3. Le niveau de préparation était faible, le personnel clé du HCO étant absent malgré le début de la saison cyclonique. L'UNICEF a été pris "au dépourvu" par le tremblement de terre. La déclaration L2 a donc été d'une grande aide.
4. L'objectif principal du système de S&E est de " rendre compte au donateur et au siège " plutôt que d'être " un outil de pilotage d'opérations complexes dans un environnement imprévisible ".
5. L'UNICEF a fait tout ce qu'il pouvait pour répondre efficacement aux besoins de la population la plus touchée. Le niveau des contraintes politiques, sécuritaires, logistiques et d'accès a rendu la rapidité de la réponse variable, bien que la déclaration L2 ait été d'une grande aide. Le niveau élevé de vulnérabilité de la population, même avant le tremblement de terre, a rendu les besoins insurmontables. Néanmoins, des efforts ont été faits aux niveaux local et central, y compris par le biais de processus inter-agences pour assurer la meilleure couverture des zones rurales difficiles à atteindre.

### 4. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont réparties en 3 catégories principales :

- a) ce qu'il faut faire pour améliorer la réponse en cours ;
- b) comment mieux se préparer à la saison cyclonique en cours ; et
- c) les éléments clés pour contribuer à un développement haïtien "informé des risques et sensible aux chocs".

Recommandations pour la phase actuelle de relèvement:

<p>La première série de recommandations est liée aux opérations en cours (échéance : immédiate).</p> <p>Recommandation 1 : Rendre la réponse de l'UNICEF plus efficace en :</p> <p>Renforçant la présence de l'UNICEF sur le terrain</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrir des bureaux opérationnels dans la GrandAnse et les Nippes.</li> <li>- Assurer une logistique adéquate pour ces bureaux et leurs homologues locaux.             <ul style="list-style-type: none"> <li>• - Assurer l'inclusion adéquate du genre et du handicap dans la conception de la réponse dans tous les secteurs.</li> </ul> </li> </ul>	HCO
<p>Cela contribuera à garantir que tous les programmes atteignent leurs objectifs (tant en termes de qualité que de quantité). En outre, chaque secteur peut être encore renforcé :</p> <p><b>Renforcer la santé/nutrition -</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établir un accord avec PROMESS pour prépositionner des médicaments dans le pays.</li> <li>- Rechercher des moyens de soutenir les services hospitaliers en leur fournissant du carburant pendant les crises aiguës.</li> <li>- Renforcer la visibilité des interventions de santé/nutrition dans la GrandAnse et les Nippes.</li> </ul>	HCO
<p><b>Renforcer le secteur WASH -</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une forte présence de personnel pour soutenir la poursuite des travaux de réhabilitation de l'OREPA dans les trois départements.</li> <li>- Financer directement OREPA pour accélérer la réparation des SAEP endommagés.</li> </ul>	LAC RO
<p><b>Renforcer l'éducation et la protection de l'enfance -</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidez pour une construction plus rapide afin de garantir que davantage de ressources soient disponibles pour ce processus. S'assurer que les kits sont disponibles avant l'ouverture des classes.</li> <li>- Assurer l'implication de la DDE dans toutes les interventions (distribution, suivi de la construction, etc.).</li> <li>- Plaider pour une augmentation du nombre de personnels de l'IBESR présents dans le Grand Sud afin d'éviter le ralentissement de certaines activités. Plaider pour le renforcement de la capacité opérationnelle des agents de protection de l'Etat (les institutions en charge de la protection).</li> </ul>	
<p><b>Protection sociale et transferts en espèces -</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la réponse en espèces de l'UNICEF dédiée au soutien des processus d'éducation.</li> <li>- Améliorer la capacité du HCO à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de transfert monétaire d'urgence afin de mieux répondre aux besoins des populations vulnérables, notamment les femmes avec de jeunes enfants et les cas de protection.</li> </ul>	
<p><b>Limiter le poids de l'approche en silo et développer l'interconnexion entre les différents programmes sectoriels.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le travail en équipe multisectorielle</li> <li>- S'engager davantage dans la coordination inter-agences (avec l'OPS/OMS, le PAM et la FAO).</li> </ul>	

The second set of recommendations are related to the urgent need to enhance disaster preparedness in view of the cyclone season.

N° EQ	Conclusions	Recommandations	Cibles
5, 6, 7	C, E,	<p><b>Recommandation 2 : Assurer une préparation optimale pour la saison cyclonique avec une approche multirisque.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Soutenez le réapprovisionnement des stocks d'urgence au niveau des COUD.</li> <li>-S'assurer que les stocks comprennent des équipements et des produits de traitement de l'eau, ainsi que des vessies. S'assurer que des équipements médicaux de base et des médicaments sont disponibles dans le Grand Sud.</li> <li>-Organiser des consultations avec la population affectée pour réviser le contenu des kits d'hygiène et s'assurer qu'une certaine quantité de kits est disponible dans le Grand Sud. Inclure des options de paiement en espèces pour rendre les kits d'hygiène plus appropriés (à condition qu'une étude de marché appropriée soit réalisée).</li> <li>-Soutenir l'institutionnalisation des équipes médicales d'urgence nationales en coordination avec le MPH et l'OPS.</li> <li>- Organiser des sessions de formation pour tout le personnel sur les mécanismes et procédures d'urgence de l'UNICEF, y compris l'utilisation de Cash In Hand pour l'équipe HCO.</li> </ul> <p>S'assurer que le handicap et le genre sont pris en compte comme paramètres clés dans les efforts de préparation.</p>	<p>HCO División des approvisionnements</p> <p>LACRO</p> <p>HCO, LACRO, HQ</p>

#### Recommandations pour la stratégie de l'UNICEF en Haïti

Ces recommandations ont été préparées pour aider le bureau de l'UNICEF en Haïti à préparer le prochain programme de pays.

N° EQ	Conclusion	Recommandations	Targets
1, 3, 5, 7	A, B, C, D,	<p><b>Recommandation 3 : veiller à ce que la gestion des risques de catastrophes soit intégrée dans tous les programmes : "programmation du développement en fonction des risques".</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Analyser systématiquement les risques pouvant affecter la mise en œuvre des programmes.</b> Les partenaires doivent développer, avec l'UNICEF et le MENFP, des stratégies d'atténuation pour permettre la réalisation des activités dans les zones d'accès difficile.</li> <li>- <b>Soutenir et améliorer les mécanismes de gestion de crise (activation des PCA, fonctionnement, etc.),</b> notamment dans les départements les plus vulnérables. Investir davantage dans les ONG/OBC nationales/locales. Renforcer le soutien aux systèmes de coordination nationaux (DGPC et/ou coordination avec OCHA, OIM, PAM) pour une réponse multisectorielle. Par exemple, mettre en place des programmes de préparation dans chaque école et tester les plans d'évacuation au début de la saison des ouragans.</li> <li>- <b>Soutenir la capacité de collecte de données du gouvernement</b> afin d'augmenter l'appropriation et le leadership national dans la gestion de crise.</li> <li>- <b>Renforcer la stratégie du PAA</b> en soutenant davantage U-Report et les réseaux sociaux.</li> <li>- <b>S'assurer que le handicap et le genre sont pris en compte</b> en tant que paramètres clés dans la gestion des risques de catastrophes. Cela devrait inclure l'analyse du genre et de la vulnérabilité ainsi que la conception de mesures spécifiques.</li> </ul>	<p>HCO, LACRO</p>

1, 3, 6, 7	A, C, D,	<p><b>Recommandation 4 : Développer le programme de localisation de l'UNICEF en Haïti</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Continuer à soutenir les acteurs locaux</b> dans la mise en œuvre de stratégies visant à encourager les victimes et leurs proches à signaler les cas à travers un système de référence tout en accompagnant les victimes dans les procédures légales.</li> <li>- <b>Augmenter l'appui aux structures décentralisées</b> et soutenir leur " mobilité et leur capacité à aller vers le terrain ". S'assurer que l'UNICEF dispose de ses propres bureaux dans les départements pour assurer une supervision indépendante des projets dans chaque zone d'intervention. Améliorer la logistique pour faciliter la mobilité des équipes de terrain de l'UNICEF, de leurs homologues locaux et de leurs partenaires.</li> <li>- <b>S'assurer que le programme de localisation inclut le rôle des personnes handicapées</b> et prend en compte l'égalité des sexes et l'équité.</li> </ul>	HCO
5, 6	A, B, E,	<p><b>Recommandation 5 : L'UNICEF devrait s'engager davantage dans la planification stratégique avec d'autres organisations de l'ONU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Élaborer un programme quinquennal complet " multi-agences "</b> dans le domaine de la santé (y compris la réponse à la violence liée au sexe) pour le Grand Sud avec l'OPS et l'UNFPA, étant donné qu'il existe des besoins importants et une expérience positive avec le projet de santé interagences SIAF .</li> <li>- <b>Veiller à ce que l'UNICEF maintienne l'agenda de la PSEA en bonne place dans les débats inter-agences</b> en plaidant régulièrement et en organisant l'initiation à la PSEA et l'intégration programmatique pour les nouveaux membres du personnel.</li> <li>- <b>Développer un plan d'action en collaboration avec le PAM et la FAO pour les jardins scolaires.</b> Cela pourrait améliorer la nutrition et constituer un bon point d'entrée pour l'éducation nutritionnelle et environnementale.</li> </ul>	HCO, LACRO, HQ
2, 4, 6	B, D, E,	<p><b>Recommandation 6 : améliorer la gestion interne pour la réponse aux crises</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>S'assurer que les postes clés (Dep rep, etc.) ne sont pas laissés vacants</b> sans délégations et dispositions claires de l'OCI pour leur permettre de prendre des décisions critiques en cas de besoin.</li> <li>- <b>Former tout le personnel du HCO à la mise en œuvre des procédures L2/3</b> (en utilisant les SOP) avec des exercices de simulation opérationnels et administratifs,</li> <li>- Poursuivre la mise en œuvre d'une stratégie renforcée de bien-être du personnel.</li> <li>- Établir rapidement une stratégie de communication et de visibilité.</li> <li>- S'assurer que les TdR et les rapports de fin de mission des experts en renfort sont partagés et discutés.</li> <li>- Veiller à ce que la période d'intervention soit plus longue afin d'assurer une plus grande continuité dans les efforts.</li> <li>- S'assurer de développer un plan de réponse et de le partager avec le RO/HQ pour un soutien proactif.</li> <li>- S'assurer que tous les bureaux comprennent l'importance de partager le plan d'intervention d'urgence avec le RO/HQ pour un soutien efficace et rapide.</li> </ul>	HCO, LACRO, HQ
		<p><b>Recommandation 7: Strengthen the M&amp;E capacity in all sectors and zones</b> by having a stronger M&amp;E team and an M&amp;E system that is more geared towards project steering than reporting to HQ and donors, with a system of sentinel indicators and a fast track to decision-making levels</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Develop an M&amp;E system which is design more towards operational steering than reporting to HQ and donors</li> </ul>	HCO LACRO
1, 2, 3, 4, 6	A, B, E	<p><b>Recommandation 8 : Améliorer la mobilisation des ressources et la visibilité de l'UNICEF.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Organiser une visite de presse d'une semaine avec les médias</b> nationaux/internationaux dans le Sud pour présenter les activités de l'UNICEF sur le terrain, attirer les médias internationaux dans le Sud (ils restent à Port-au-Prince).</li> <li>- <b>Soutenir la production d'outils de communication prêts à être partagés</b> avec le siège, par le biais d'un pool de producteurs multimédia du HCO.</li> <li>- Continuer à soutenir la coordination interne et externe, à Port-au-Prince et sur le terrain.</li> </ul>	HCO; LACRO HQ